# **LA LUTTE DES CLASSES AUJOURD’HUI**

 Jean-Pierre KERTUDO

 Novembre 2022

Table des matières

[**INTRODUCTION** 3](#_Toc119923209)

[**LES DEUX CONCEPTS DE CLASSE** 4](#_Toc119923210)

[**LA GRANDE NEGATION DES CLASSES** 4](#_Toc119923211)

[**SA SYMBIOSE AVEC LE DEVELOPPEMENT CAPITALISTE** 5](#_Toc119923212)

[**LE ROLE DES ETATS** 5](#_Toc119923213)

[**L’EVOLUTION SOCIOLOGIQUE DES CLASSES** 5](#_Toc119923214)

[**LES CONSEQUENCES POLITIQUES** 6](#_Toc119923215)

[**DISPARITION DE LA LUTTE DES CLASSES ?** 7](#_Toc119923216)

# **INTRODUCTION**

La lutte des classes marque les rapports sociaux depuis l’Antiquité et peut-être même bien avant. On se souvient de la célèbre révolte de SPARTACUS sous l’empire romain. Les esclaves se sont souvent soulevés contre leurs maîtres. La traite négrière fait depuis des temps immémoriaux partie de l’aspect sordide des relations humaines. Pendant des siècles, dans l’Occident postérieur à la romanité, les populations ont été structurées et perçues comme un ensemble non pas de classes mais d’ordres : aristocraties, clergés, dominants et le vaste ensemble, majoritaire en nombre qui prendra, dans notre pays, le nom de Tiers-Etats lors de la Révolution française. En dehors de l’Occident, c’est le concept de caste qui exprime le mieux l’organisation sociétale dans des grand pays comme l’Inde. Elle comporte toujours une dimension religieuse. Qu’il s’agisse des ordres ou des castes la dimension héréditaire apparaît comme essentielle. On naît et meurt en leur sein sans possibilité d’en sortir.

Au XVIIIème siècle, en Europe, se produit une explosion, comme en France, ou bien une implosion, comme en Grande-Bretagne, des anciennes hiérarchisations parmi les peuples. Aux Etats-Unis, les fondateurs immigrants en étaient les victimes Les gens cessent d’être considérés, principalement, comme membres définitivement enfermés dans un statut et se voient placés, promus, en position d’égaux. L’égalité alors obtenue n’est pas sociologique mais juridique. Les peuples obtiennent la reconnaissance de leurs droits à charge pour les bénéficiaires d’en tirer parti. A partir de ce changement capital de statut qui restera ignoré ou réprimé dans une grande partie du globe, se développeront les mouvements dits « socialistes » dont la raison d’être principale sera de transformer l’égalité juridique en égalité réelle. Ils enregistreront d’importants succès, tout en subissant de nombreux échecs dans les versions les plus radicales.

La lutte des classes moderne est indissociable de la première révolution industrielle d’inspiration occidentale. Se créent, à l’époque, de grandes concentrations de salariés ouvriers dans les mines charbonnières et métallifères, les fonderies et aciéries, les ateliers de mécanique, les réseaux de transports et de communication. Ils ne manquent pas de s’organiser, de s’aider mutuellement pour défendre leurs intérêts en créant leurs propres instruments de défense. Les intellectuels réussiront à persuader nombre d’entre eux qu’ils sont destinés à représenter le salut de l’humanité. K. Marx a surpassé tous les autres dans cette nouvelle conception de l’avenir. L’idée que le prolétariat ouvrier allait pouvoir conquérir le pouvoir politique puis supprimer les classes, mettant définitivement fin à leurs luttes, a non seulement conquis les militants ouvriers mais est devenue le credo des partis de gauche. Le messianisme révolutionnaire a connu un grand succès car il se fondait sur la démonstration scientiste que le capitalisme allait nécessairement sombrer sous le poids de ses contradictions internes.

La prédiction hasardeuse ne s’est pas vérifiée. Le mode de production capitalistique, en dépit, de nombreuses crises, parfois gravissimes a survécu. Qu’en est-il aujourd’hui des classes et de leurs luttes ? Nous allons tenter d’apporter quelques réponses.

# **LES DEUX CONCEPTS DE CLASSE**

Il nous faut, tout d’abord, distinguer entre le concept de classe défini par la sociologie et son complément de nature politique. La classe, pour ainsi dire sociologique, comprend un ensemble d’individus et de ménages dont les conditions d’existence, matérielles, morales, éducatives, présentent de grandes similarités. Il s’en déduit logiquement l’idée que les populations concernées partagent les mêmes intérêts à défendre, les mêmes revendications à faire valoir. La classe en tant que sujet politique est une mutation de la précédente en une formation qui se donne consciemment pour but de modifier à son profit l’ordre existant. Modification partielle ou totale et ne pouvant se faire qu’au détriment des autres classes détentrices des richesses et des pouvoirs.

Le concept de classe politique procède d’une vision de la société qui place les intérêts collectifs au premier rang des réalités du vivre ensemble en se refusant à réduire la population à une collection d’individus. Etant entendu que l’arbitrage entre le collectif et l’individuel a toujours caractérisé et tourmenté toutes les grandes civilisations.

Les révolutionnaires des siècles précédents ont pris très vite conscience que ce qu’ils appelaient « les masses » avaient une fâcheuse tendance à l’apathie, à la résignation. Il ont jugé nécessaire qu’une élite en prenne le commandement. Les intellectuels éduqués issus de la bourgeoisie dominante ou, comme en Russie, de l’aristocratie, se sont portés candidats. Sous l’influence de Lénine, dans l’empire tsariste, un corps de « révolutionnaires professionnels » a vu le jour. Il s’exportera dans le monde entier au point de devenir le cœur dirigeant des partis politiques communistes.

# **LA GRANDE NEGATION DES CLASSES**

Elle n’a pas été d’ordre sociologique, même si les négateurs se distinguaient par des positions sociales éminentes, mais, principalement, philosophique et politique. Les grandes révolutions dites « bourgeoises » ont mis au premier plan de leurs objectifs, la libération de l’individu, les idéaux sociétaux de nature collective étant subordonnés à cette libération. La réalité des stratifications sociales ne pouvait pas être contestée tant elle était visible mais elle jugée, par les négateurs, ni stable ni immuable. Grâce aux mérites et aux talents on pouvait gravir les échelons de la hiérarchie sociale qui n’étaient plus inaccessibles. Il était possible de s’élever plus efficacement de manière personnelle qu’en défendant des intérêts de classe.

La défiance envers le collectif est devenue un ingrédient majeur des pensées inspirant les formations situées à droite de l’échiquier politique. Elles ont été durablement fidèles à l’idée que la liberté devait primer sur l’égalité. Elles ne niaient pas l’organisation des intérêts communs à condition qu’ils ne prennent pas une place prédominante.

# **SA SYMBIOSE AVEC LE DEVELOPPEMENT CAPITALISTE**

L’individualisme est consubstantiel au capitalisme. Le client isolé est sa cible principale à condition qu’il soit solvable. Les productions marchandes n’ont cessé de se diversifier pour répondre à des besoins particuliers. Aujourd’hui il est possible de choisir un véhicule automobile en fonction d’un nombre important de critères personnels. Le marketing actuel n’ignore nullement la segmentation des acheteurs de marchandises. Mais il affine sans cesse ses catégories de clientèles de manière à leur apporter de solutions personnalisées.

# **LE ROLE DES ETATS**

Les Etats sont les porteurs et les défenseurs des intérêts collectifs. Leurs dirigeants, tout au long du XIXème siècle, ont été libéraux dans le domaine économique. Ils ont pendant fort longtemps considéré qu’il était sain de limiter la prise en charge de ces intérêts collectifs à caractère social, chacun devant compter sur ses propres forces. Néanmoins, les guerres, les rapports de forces politiques, les ont contraints à prélever une partie importante des richesses produites et à se présenter sur la scène des marchés comme de grands clients. La commande publique s’est adressée à un très grand nombre de fournisseurs dépendants des crédits étatiques. Lorsque la demande privée fléchissait celle de l’Etat prenait le relais. J. M. Keynes en a fait une théorie à la suite de la grande crise de 1929. Depuis lors le client individuel cohabite avec l’autre dépendant des « prélèvements obligatoires ». Mais le principe d’adaptation particulière à la demande n’a fait que progresser. La consommation de masse, la fabrication en série, ont toujours été assorties du souci primordial d’apporter des réponses aussi particulières que possible aux désirs des clientèles. La numérisation des économies n’a fait que donner une impulsion supplémentaire et massive à cette tendance.

# **L’EVOLUTION SOCIOLOGIQUE DES CLASSES**

Dans nos sociétés désignées comme « industrialisées » les activités extractives et manufacturières ont décliné tandis que celles « tertiaires » sont devenues prédominantes. En Europe, les gisements de matières premières, exploitées depuis fort longtemps, ont évolué dans le sens de l’épuisement général. Quant aux activités manufacturières elles se sont trouvées réduites par l’automation et par les délocalisations en direction des pays étrangers à bas salaires et aux législations sociales plus limitées, moins contraignantes pour les entrepreneurs.

Il en est résulté, dans nos pays, une forte contraction numérique des classes auparavant considérées comme laborieuses, majoritaires, qui se sont progressivement marginalisées. Comme on l’a souligné en introduction, les espoirs que la classe ouvrière allait mettre à bas le capitalisme et instaurer une société radicalement égalitaire, ont été définitivement ruinés. Les communistes soviétiques ont échoué dans leur entreprise égalitaire maximaliste. Ils n’ont réussi qu’à remplacer les anciennes classes dominantes par de nouvelles. Les classes moyennes occidentalisées qui ont constitué le socle sociologique des démocraties ont vu s’accentuer leurs divisions internes. Une partie « inférieure » a été déclassée. Un autre, non négligeable, a tiré profit de l’évolution sociétale.

Le néo-libéralisme a été une bénédiction pour l’accumulation des grandes fortunes et une malédiction pour les plus pauvres. Mais il est vrai que la paupérisation a été, géographiquement, très sélective. Les nouvelles puissances émergentes, principalement en Asie, ont sérieusement amélioré le sort de leurs paysans et de leurs ouvriers. En occident, les producteurs de base ont été affaiblis dans leurs revenus, leurs patrimoines, leurs statuts sociaux. Les dégâts ont été toutefois limités par des politiques de solidarité et par .les accès facilités ai crédit.

# **LES CONSEQUENCES POLITIQUES**

Les partis occidentaux qui s’étaient fondés sur des programmes mettant au premier plan, de manière explicite, des revendications de classe, socialistes et communistes, ont cessé d’attirer dans leurs rangs les prolétaires de l’ancien monde industriel. Ou bien ils se sont fortement affaiblis ou bien ils ont modifié leur recrutement d’adhérents, de militants, de dirigeants. Désormais les effectifs, fréquemment réduits, sont principalement situés dans le vivier des classes moyennes et des travailleurs immigrés. Or, comme on l’a noté précédemment, les classes moyennes se sont fracturées entre perdants et gagnant de la mondialisation. De plus les politiques ont dû faire face à de nouveaux défis de nature identitaire. Les immigrés ont été plutôt bien accueillis pour accomplir les tâches productives les plus ingrates que les nationaux n’acceptaient plus. Ils ont, en même temps, suscité des rejets concernant leur volonté de se comporter en conservant les règles, les religions et les cultures de leurs pays d’origine. En raison des nouvelles contradictions importées en leur sein par des populations ne partageant pas les mêmes valeurs, la démocratie interne des partis s’est affaiblie. Ces derniers ont fait l’objet de sanctions électorales de la part de l’opinion, des votants comme des abstentionnistes.

Les partis de tradition classiste, afin de survivre, se sont engagés dans des stratégies et politiques de compromis avec leurs adversaires. Les bénéfices recueillis pour leurs électorats ont été abondants grâce aux améliorations sociales obtenues. Mais les gens de base ont éprouvé de plus en plus de difficultés à discerner des différences notables entre forces politiques de gauche et de droite. Dans le vocabulaire des partis socialistes et communiste, la notion de classe a pratiquement disparu. On préfère se réclamer de la notion de peuple, beaucoup plus vague et composite.

Quant aux partis qui dénient la réalité des classes opposées dans la vision de la société, leurs encartés comme leurs dirigeants se sont socialement diversifiés. Les formations classées à droite ne sont plus les seules à représenter les « possédants ». Nombre d’entre eux se positionnent à gauche. Les intérêts matériels, supposés unifier les classes, ont subsisté, mais d’autres critères de jugement et de choix sont venus s’y ajouter.

# **DISPARITION DE LA LUTTE DES CLASSES ?**

**Le milliardaire américain W. BUFFET a rendu célèbre son propos concernant la lutte des classes. Elle existe bien a-t ’-il déclaré, en ajoutant « mais nous l’avons gagnée ». Nous dirons, pour notre part, que « l’individualisation » a prévalu et que le « bien commun » est devenu beaucoup plus difficile à définir et à faire prévaloir. Une évolution, dans le monde occidental, qui a ébranlé l’autorité et le prestige des Etats-Nations. Dans le reste du monde une pléiade de régimes et de dictatures se réclament encore de l’idéologie classiste. Mais ils œuvrent surtout en faveur de minorités dominantes. La Chine, idéologiquement prolétarienne compte parmi ses citoyens, le plus grand nombre de riches. C’est le parti qui tient la population sous sa coupe.**

**L’atomisation de nos sociétés n’est pas nouvelle. En 1950, le sociologue américain D. RIESMAN publiait un essai renommé et intitulé, en français, la « Foule solitaire »[[1]](#footnote-1) décrivant l’irrésistible montée de l’individualisme. Le processus a été lent et régulier. Si l’isolement des individus correspond à un phénomène majeur, il ne doit pas faire oublier que de nouvelles solidarités se sont substituées au « classisme ». Solidarités familiales, affinitaires, religieuses, économiques et mêmes politiques. Elles rassemblent des appartenances « groupales », des ilots dans l’océan sociétal. Lesquels défendent, chacun, leurs positions et leurs intérêts tout en peinant à s’unir sur les plans sociologiques et politiques.**

**Au XVIIème siècle, le grand philosophe britannique T. HOBBES alertait contre le danger de voir les sociétés péricliter possiblement minées en profondeur par « la guerre de tous contre tous ». Nous n’en sommes encore arrivés là mais le fait est que les luttes sociales « classistes » ont été supplantées par celles des groupes de diverses origines et composition de leurs membres. C’est maintenant la guerre entre collectifs restreints, souvent minoritaires, qui tend à prédominer avec des propensions diverses à la violence. Les luttes sociales n’ont pas disparu mais elles ont profondément muté en se parcellisant.**

**A la belle époque de la lutte des classes les partis révolutionnaires proclamaient ouvertement leurs buts visant à mettre à bas la « démocratie bourgeoise », y compris par la violence. Leurs entreprises ont échoué assez vite. Les organisations prolétariennes se sont divisées. Dans les pays occidentalisés le « réformisme » s’est, finalement, imposé. La perception des « adversaires de classe » a changé. Les anciens ennemis de l’ordre existant ont admis que si les capitalistes les dominaient et les exploitaient ils étaient, aussi, des créateurs de richesses et des fournisseurs de travail. L’évolution s’est produite alors que les entrepreneurs ont intériorisé la nécessité de mieux partager les fruits du travail et compris que les laborieux étaient aussi des consommateurs et donc des clients. Le contexte s’y prêtait. Tout le monde communiait dans l’idéologie du progrès, dans les possibilités infinies de la science. La croissance économique permettait d’améliorer le sort matériel des moins nantis sans menacer celui des plus favorisés. Les pratiques de compromis se sont répandues.**

**A présent l’économie n’avance plus au même rythme alors que les dégradations environnementales et climatiques imposent de réparer les dégâts tolérés durant les siècles passés. Il va falloir en payer les lourdes factures. Les luttes sociales à leur propos s’activent au niveau mondial et au sein même des nations. Elles concernent toutes les classes bien que les responsabilités soient inégalement partagées et introduisent de nouvelles divisions entre les acteurs.**

**Les luttes de classes traditionnelles se caractérisaient par une composante « matérielle » déterminantes. Celle-ci n’a jamais été hégémonique car les autres facteurs, d’ordre civilisationnel, jouaient un rôle certain. Mais, dans le monde actuel, cette composante matérielle, dans les pays riches, s’est amenuisée au profit d’autres aspirations : travailler moins, préserver la nature, donner plus de sens à la vie, mourir dans de meilleures conditions etc.**

**La mutation qui s’est produite a profondément déstabilisé les Etats démocratiques. Les stratégies de compromis sociétal, tout en permettant d’améliorer notablement le sort des gens ont rendu poreuses les frontières politico-sociales entre les peuples de gauche comme de droite. Les citoyens ont perdu nombre de leurs anciens repères idéologiques. Les anciens clivages ont régressé, partiellement remplacés d’autres concernant les mœurs, les cultures, les modes de vie.**

**Le processus de mondialisation a sensiblement rétréci les moyens d’actions d’action collective dont disposaient les Etats-Nations puisque la lutte des classes s’est fortement déplacée au niveau mondial. Leur autorité intellectuelle et morale a décliné. Le monopole de la violence qu’ils avaient péniblement conquis, s’est érodé. Ils ont réagi à l’évolution de deux manières principales. Tout d’abord en libéralisant les économies, faute de pouvoir les maîtriser dans les limites de leurs frontières. Puis, parallèlement, en élargissant leurs champs d’intervention à des domaines auparavant régis par des législations assez simples, très largement acceptées par le corps social : les mœurs, les modes de vie des gens. Les pouvoirs publics ont, alors, consacré une bonne partie de leurs efforts à des politiques de ravaudage à court terme de des tissus sociaux endommagés. Au détriment de la mission justifiant en profondeur leur légitimité : la définition et la mise en œuvre de « l’intérêt général ». On ne saurait les accuser de négligence à son propos. La carence est plus profonde : le « bien commun » s’est effiloché. Plus que jamais difficile à définir et à appliquer en raison des désunions sociétales. Si l’on assiste actuellement en Europe et depuis plus longtemps aux Etats-Unis à la montée des votes abstentionnistes, c’est parce que les électeurs pensent que l’amélioration de leur sort dépendra d’eux-mêmes et, dans une très faible mesure, des autorités politiques. Notre mode de production les a profondément renforcés dans leurs conceptions. D’autant plus que les solutions de remplacement se sont déconsidérées en administrant la preuve qu’elles étaient pires que celles antérieurement en vigueur.**

**Les impuissances relatives des Etats-Nations, dans nos sociétés ont favorisé l’émergence de partis « populistes ». Le cœur de leurs doctrines se fonde sur la mise en accusation des élites ayant failli dans la défense des intérêts du « peuple ». Ledit peuple se présente comme un vaste conglomérat de mécontents aux intérêts et autres revendications passablement hétérogènes et fréquemment contradictoires. Pour maintenir une unité constamment menacée, le recours à l’autorité des chefs s’avère indispensable. En cas d’accession au pouvoir étatique, cela débouche immanquablement sur l’autocratisme politique. De surcroît, les gouvernants populistes, tout en donnant quelques gages superficiels au « peuple », résistent fort mal à la corruption et agissent comme des prédateurs.**

**La segmentation du corps social et l’effacement des classes au profit des constellations tribales auraient pu susciter, par réaction, des aspirations à l’unité. Les gouvernants ne cessent de l’appeler de leurs vœux. Au lieu de quoi se manifestent, dans les démocraties, des demandes d’autorité, d’ordre, de sécurité. Beaucoup de politologues en déduisent que les populations sont prêtes à accepter des réductions de leurs libertés. Toutefois, l’acceptation se révèle sélective. Les restrictions revendiquées ne doivent pas porter atteinte aux changements pacifiques dans les mœurs et, plus largement aux manières de vivre comme l’entendent les individus et les groupes. Les interdictions doivent surtout s’appliquer à l’extérieur des groupes d’intérêts et affinitaires, ce qui complique singulièrement la tâche des responsables de la tranquillité publique.**

**Les secousses encaissées par les démocraties libérales n’amènent pas, jusqu’à présent, leurs citoyens à désirer les régimes dictatoriaux ou autoritaires des autres puissances montantes. Elles ne sont pas menacées de disparaître mais elles courent le risque de se « dévitaliser ». Leurs institutions, péniblement construites durant des siècles, sont minées par les contradictions sociétales. Une fois de plus, dans leur histoire, elles affrontent des sociétés qui prétendent les surpasser dans l’instauration d’un mieux-être des gens. La Chine en est devenue le représentant majeur. Elle peut revendiquer, pour la promotion de son modèle, le recul accéléré de la pauvreté dans son espace. Ce faisant, elle ne fait que rattraper un « retard ». L’exploit célébré a été accompli bien avant dans les pays occidentalisés. Les capitalistes de ces derniers y ont, indéniablement, contribué.**

**Désormais, les revendications classistes sont à ranger au magasin des accessoires historiques. Cette forme de lutte sociale a disparu des écrans mais pas la lutte elle-même, comme on l’a déjà souligné. Il reste évident que de très vastes catégories de population ont potentiellement la capacité de s’unir. Leurs intérêts sont communs, de mêmes que leurs aspirations à des changements qui leur seraient profitables. Ils ne le font pas pour deux raisons essentielles. D’une part, ils estiment que l’action individuelle a de meilleure chance de réussir que l’action collective. D’autre part, ils ne communient pas dans une même identité. Autrement dit, une même conception de la société.**

**Les démocraties ont été affaiblies mais ont fait preuve de résistance. Leur état actuel d’apesanteur peut durer encore longtemps. La tournure conflictuelle et anarchique de nos sociétés ne s’infléchira pas sous l’influence des bons sentiments. Elle ne peut s’apaiser qu’à cause des périls, guerriers, épidémiques, environnementaux et climatiques et face à leur aggravation. On appelle cela « l’instinct de survie ».**

1. Traduit tardivement en français (1964). [↑](#footnote-ref-1)